



Faire le choix de la solidarité, du combat pour le progrès social et de la résistance à l'extrême droite

A l'issue des élections législatives, l'extrême droite a été battue dans les urnes. Son programme raciste et antisocial ne sera pas mis en œuvre. C'est une énorme satisfaction pour la FSU qui a contribué à la mobilisation intersyndicale et de la société civile. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, elle a travaillé à l'unité des forces syndicales et associatives, porté ses revendications, appelé à voter pour battre l'extrême droite et pour une alternative de progrès social, présente dans le programme du Nouveau Front Populaire. Elle a, en toute indépendance, pris ses responsabilités dans la dynamique visant à empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir et à rompre avec les politiques libérales.

Mais cette séquence confirme aussi la place grandissante de l'extrême droite dans notre pays et la libération de la parole raciste et LGBTIphobe depuis les élections européennes. La FSU réaffirme son engagement dans la lutte contre les idées d'extrême droite. Cela passe par des politiques économiques, sociales, environnementales en rupture avec celles menées ces dernières années qui ont fait le lit du RN. Face au sentiment d'abandon, puissant moteur du vote pour l'extrême droite, il y a urgence à reconstruire et consolider les services publics comme outils de solidarité et de lutte contre les inégalités au cœur de notre modèle social. La lutte contre l'extrême droite passe par des services publics renforcés avec une Fonction publique confortée.

La défense des libertés démocratiques, l'exigence de politiques publiques au service de la justice sociale et de l'égalité, le choix de l'éducation et des qualifications comme levier principal de l'émancipation de la jeunesse et des salarié-es, l'égalité entre les femmes et les hommes, sont autant de principes fondateurs d'une société égalitaire, féministe et écologique à l'opposé de ceux prônés par l'extrême droite.

Dans l'immédiat, la FSU exige que des mesures d'urgence soient prises afin de répondre aux attentes qui se sont massivement exprimées dans les urnes : augmentation des salaires et des pensions, abrogation de la réforme des retraites, de l'assurance chômage, de la loi de Transformation de la Fonction publique et de la loi Immigration. Dans l'Éducation, les mesures choc des savoirs, la réforme de la formation initiale des enseignant-es et celle des lycées professionnels doivent être abandonnées et Parcoursup doit être abrogé en lien avec la création de places dans les universités. La FSU, avec l'intersyndicale, portera ces questions auprès des député-es et du futur gouvernement.

Ces élections ont aussi été marquées par un regain de participation. Il est impératif que ce qui a été majoritairement exprimé soit entendu et respecté : le barrage à l'extrême droite et l'urgence de mesures de justice sociale portées dans le programme du Nouveau Front populaire.

Emmanuel Macron porte déjà une lourde responsabilité dans la crise démocratique actuelle, notamment par son refus de retirer sa réforme des retraites au printemps dernier. Il ne doit pas aggraver cette crise et doit au contraire prendre en compte le résultat de ce vote.

Le syndicalisme permet de porter haut et fort les revendications du monde du travail. C'est par des syndicats forts, écoutés et respectés que des avancées pour les salarié-es pourront être concrétisées. La FSU appelle à se syndiquer massivement et à faire vivre l'activité syndicale. Elle formule cet appel avec le souci de refuser les concurrences déléteres et de renforcer les solidarités en œuvrant en permanence à l'unité syndicale.

La FSU travaille dès maintenant à construire, dans l'unité, les conditions d'une rentrée offensive dans l'action pour faire valoir ces exigences sociales.